

# **2ème Conférence régionale asiatique de TUI (P&R)**

**Thiruvananthapuram – Kerala**

**01.10.2023**

**(Projet de rapport à soumettre à la Conférence)**

## **Préambule:**

La FSM avait considéré la nécessité de fonder une Internationale syndicale séparée pour les retraités et les retraités dans le contexte de l'attaque amère contre la pension et la sécurité sociale par les forces du néolibéralisme après l'effondrement du Bloc socialiste. Il a pris la décision de fonder un TUI (P&R) et a guidé les retraités et les retraités pour tenir sa première conférence internationale à Barcelone en 2014. La deuxième Conférence mondiale du TUI (P & R) s'est également tenue à Bogota en Colombie en 2019. La formation d'un TUI séparé pour les retraités et les retraités est également due au fait que le grand nombre de retraités et de retraités dans chaque pays ont un bon rôle à jouer en opposition aux politiques néolibérales poursuivies par chaque gouvernement capitaliste aux exigences des institutions financières au niveau mondial contrôlées par les entreprises. La Conférence mondiale imminente de la FSM à Rome discutera certainement des perspectives de construction d'un mouvement plus fort des retraités et des retraités dans le monde dans le cadre de sa stratégie pour contrer le néolibéralisme du monde de l'entreprise.

Depuis sa création, l'Internationale syndicale (Retraités & Retraités) s'est développée pour atteindre la communauté des retraités et des retraités en général et les associations de retraités de classe en particulier dans tous les pays. En plus de tenir les conférences mondiales, le TUI (P & R) organise des conférences régionales englobant des pays de tous les continents. L'idée est d'organiser le mouvement sur tous les continents afin que la communauté des retraités et des retraités travaille avec la classe ouvrière et les sections alliées pour établir une plate-forme efficace contre les entreprises et établir un ordre mondial exempt d'exploitation humaine dans chaque pays. Les événements du monde ont prouvé sans l'ombre d'un doute que seul le socialisme et l'existence d'un bloc socialiste peuvent assurer la pension et la sécurité sociale aux retraités du monde entier. La déstabilisation du capitalisme dans chaque pays est une nécessité pour les assurer à nouveau. L'établissement

d'un ordre socialiste n'est pas possible sans la classe ouvrière comme avant-garde des forces combattantes pour un changement de l'ordre social existant.

Le TUI (P & R) en tant qu'affilié de la FSM ne fait qu'enseigner le mélange de la classe ouvrière et de la communauté des retraités et des retraités. Le TUI (P&R) tente d'organiser la communauté des retraités et des retraités derrière le slogan « Pension décente et vie décente à tous les retraités et retraités ». Avec cette motivation, le TUI organise différentes activités, notamment en adoptant l'Appel des Nations Unies du 1er octobre pour que la journée des personnes âgées soit célébrée en soulignant les besoins fondamentaux de tous les retraités et retraités. Chaque année, le 1er octobre est observé dans le monde entier par les associations de retraités affiliées à TUI (P & R) pour mettre en évidence ces revendications fondamentales de vie décente avec pension, soins médicaux, transport, logement et eau potable, etc. Il est évident qu'année après année, la célébration à l'appel du TUI (P & R) le 1er octobre est un phénomène croissant avec de plus en plus de retraités qui ont participé aux manifestations et aux réunions. Cette conférence doit examiner l'application effective du programme dans différents pays de ce continent et planifier l'accentuation du programme l'année prochaine. Nous ne sommes pas pessimistes mais une estimation réaliste montre que de nombreux pays ne participent pas au programme le 1er octobre dans cette région lors de notre appel. En bref, nos chiffres sont lourds, mais l'observance n'est pas aussi nette que dans les pays européens ou sud-américains. Cette conférence est le lieu approprié pour discuter et trouver des moyens d'améliorer la situation.

La tenue de la Conférence régionale de la région Asie pour la deuxième fois vise également à mobiliser la communauté des retraités et des retraités dans la bonne ligne de classe. Il est de notre premier devoir d'exposer et d'affaiblir l'emprise des syndicats jaunes sur les retraités et les retraités ainsi que sur la classe ouvrière idéologiquement. L'emprise idéologique des syndicats jaunes sur les travailleurs devrait être affaiblie afin d'éduquer la classe ouvrière et la communauté des retraités à lutter pour un changement d'ordre social.

### **Contexte de la 2ème Conférence asiatique :**

La 2e Conférence de l'Internationale syndicale (retraités et retraités) de la région asiatique affiliée à la Fédération syndicale mondiale est organisée dans le contexte d'une grave pandémie qui secoue le monde entier depuis trois ans. La pandémie a prouvé notre point de vue en termes sans équivoque. L'affaiblissement des services de santé publique et le renforcement des hôpitaux privés sous l'ère du GPL ont clairement prouvé que la politique de privatisation des services de santé ne sera pas aussi efficace que les services de santé publique forts dans les pays socialistes du monde. La pandémie a été combattue avec succès dans les pays socialistes avec l'aide de services de santé publique solides en très peu de temps. Mais les pays capitalistes ont lutté longtemps et luttent encore pour surmonter la pandémie et ses nouvelles formes tant sur le plan médical qu'économique. Le point de vue de base de TUI (P & R) selon lequel le capitalisme n'est pas le remède à plusieurs maux de la société s'est avéré correct à 100% pendant la propagation de la pandémie. L'idée que la pandémie est l'œuvre de la mafia pharmaceutique médicale pour piller le monde et amasser des milliards de dollars en tuant et en terrorisant impitoyablement des gens gagne également du terrain. Il n'y a pas de remède séparé pour la maladie économique et simultanément pour la pandémie aussi,

sauf en établissant un État ouvrier dans nos pays. C'est la leçon que nous devons apprendre et propager.

Nous nous souvenons tous que la 1ère Conférence régionale asiatique a été organisée avec succès à Katmandou (Népal) en décembre 2016. Comme il y avait un gouvernement dirigé par la gauche en place au Népal et que la pleine coopération du gouvernement nous a été étendue également à ce moment-là, la 1ère Conférence asiatique s'est tenue dans une ambiance des plus favorables. Les dirigeants de TUI (P & R) et de la FSM au Népal ont pris toutes leurs responsabilités et ont organisé la conférence de la manière la plus appropriée.

### **La 1ère Conférence régionale s'est terminée par une Déclaration de Katmandou :**

La Conférence régionale de Katmandou s'est terminée par une « Déclaration de Katmandou » qui appelait à une lutte cohérente contre les attaques contre les pensions et la sécurité sociale par les gouvernements de différents pays à la demande des entreprises internationales. La Déclaration visant à renforcer cette lutte avait également appelé au renforcement de la coordination de la lutte des retraités et des retraités dans divers pays du monde. La direction était de faire valoir plus vigoureusement nos droits à la sécurité sociale, aux retraités, à la santé, au logement et aux loisirs-divertissements. La Déclaration nous a rappelé qu'au nom de la lutte contre la crise capitaliste, les droits de l'homme durement acquis des retraités et des retraités sont menacés d'élimination. La 1ère Conférence régionale du continent asiatique à travers des discussions est parvenue à la conclusion inattaquable que ce n'est que sous le socialisme que la barbarie peut cesser.

La Déclaration de Katmandou a souligné la nécessité de renforcer le lien entre la classe ouvrière de toutes les couches sociales, y compris la paysannerie, les travailleurs non déclarés, les immigrants, les réfugiés, les travailleurs spirituels, les travailleurs indépendants et toute la population ouvrière indigène afin de donner de la force à leurs luttes pour l'émancipation et de radicaliser leurs luttes vers la victoire ultime de l'émancipation sociale et de l'esclavage capitaliste. ce qui est une condition préalable pour garantir les droits de tous les retraités et retraités.

La Déclaration appelait au renforcement des prestations de sécurité sociale de tous les retraités de la région Asie/Pacifique avec une augmentation adéquate des pensions en fonction de l'augmentation de l'indice des prix; des soins de santé adéquats; logement; et Transports. Il s'est également opposé à tous les projets de privatisation visant à restreindre les droits des retraités et des retraités et a appelé à la promulgation d'une politique de retraite uniforme pour toutes les sections de la classe ouvrière.

### **Tâches avant la 2e Conférence régionale:**

Les tâches fondamentales de cette 2e Conférence régionale sont doubles. Il s'agit de l'implication des retraités dans les appels nationaux et internationaux pour une pension et une vie décentes et de l'examen que nous entreprenons pour évaluer la situation réelle et planifier la croissance future. Le niveau d'intégration du mouvement des retraités dans chaque pays avec le mouvement ouvrier de ce pays et l'intégration du mouvement des retraités avec le TUI international et la FSM sont des tâches inséparables sur la voie de

l'avancement du mouvement des retraités et des retraités. La deuxième tâche importante avant cette conférence est d'évaluer le mouvement des retraités dans chaque pays de la région et l'existence de syndicats jaunes qui empêchent le mouvement des retraités pour mettre en évidence les slogans et les luttes de classe. La troisième tâche consiste à analyser la situation actuelle des retraites et de la sécurité sociale dans chaque pays et l'impact du néolibéralisme sur la sécurité sociale et les retraites et la résistance développée par le mouvement des retraités et des travailleurs dans ce pays.

La tâche fondamentale de notre organisation est de sensibiliser la communauté des retraités et des retraités dans tous les pays de notre région et de les mobiliser sous notre bannière de l'Internationale syndicale (P&R) pour renforcer l'action universelle contre l'assaut du néolibéralisme universel.

### **La condition de la pension et de la sécurité sociale dans la région:**

#### **Viêt Nam:**

Le Vietnam est connu sous le nom de République socialiste du Vietnam, qui est un pays socialiste dans cette région. L'allégeance au socialisme malgré la chute du bloc socialiste montre la ténacité de ce pays dans les principes du socialisme pour construire l'économie pour répondre au bien-être des travailleurs. Mais ce pays n'est pas non plus en mesure de résister aux régimes de retraite contributifs, bien qu'il y ait une différence de qualité que la pension contributive est également versée par l'État lui-même par l'intermédiaire de l'État.

Ainsi, la principale différence est qu'au Viet Nam, l'État assume la responsabilité du paiement des pensions par le biais du régime contributif par l'intermédiaire de l'organisme gouvernemental, tandis que dans de nombreux autres pays, les « régimes contributifs » sont laissés aux mains du secteur privé, sans aucune garantie de pension minimale.

#### **Inde:**

En Inde, la lutte continue des employés depuis l'indépendance a abouti à des prestations de retraite et de sécurité sociale pour les retraités et les retraités familiaux. Le pouvoir judiciaire est également intervenu pour mettre fin aux efforts discriminatoires du Gouvernement de temps en temps. Mais l'entrée du néolibéralisme après l'effondrement du Bloc socialiste a entraîné lentement la création d'un nouveau régime de retraite appelé NPS pour les employés du gouvernement et du secteur public entrés en service après le 1.1.2004. Les nouveaux employés des gouvernements centraux et des États ainsi que les employés du secteur public sont désormais couverts par le NPS appelé « système de pension contributif ». L'ancien système de retraite du système de retraite défini payé par le Trésor public est destiné aux employés de l'État entrés en service avant le 1.1.2004 et au personnel militaire uniquement. Les luttes pour mettre fin à ce système contributif de régimes de retraite ainsi que pour obtenir la garantie de pension minimale dans NPS ne sont toujours pas fructifiées.

Les luttes unies sous la direction des centrales syndicales et des fédérations et associations indépendantes pourraient assurer le paiement du DCRG aux retraités du NPS et l'octroi d'une pension familiale aux employés du gouvernement NPS mourants pendant leur service! Mais

la grande disparité entre les travailleurs d'avant 2004 et de l'UAP d'une part et les travailleurs post-2004 de ces industries persiste.

La différence entre les retraités civils et militaires d'une part et les autres de l'autre est vraiment très grande. D'autres sections de la main-d'œuvre qui sont très importantes et subissent toutes sortes de discrimination pendant leur service sont dépourvues de toute pension et prestation de sécurité sociale. Ils ne sont guère pris en charge par les employeurs qui n'ont pas hésité à les exploiter au maximum au service.

Il existe d'autres types de pension disponibles en Inde, mais ils sont à peine suffisants pour prendre soin des retraités et des retraités à un âge avancé. Le système de pension de vieillesse est disponible en Inde et varie d'un État à l'autre (l'Inde est divisée en plusieurs États). Dans certains États, la pension de vieillesse est de 1000/- par mois = environ moins de 14 US \$ par mois). Au Kerala, 1600 / - est payé en tant qu'OAP qui est considéré comme le maximum en Inde donné aux retraités de vieillesse et aux veuves, etc. Tous les autres États ne paient que moins que le montant ci-dessus.

Il y a beaucoup d'autres sections en Inde qui ne sont pas en mesure de cotiser et qui ne peuvent pas survivre au-delà de l'âge de 60 ans par le biais d'une pension. Ils sont forcés de travailler jusqu'à l'âge de 80 ans et s'ils ne travaillent pas, ils ne mangent pas.

Récemment, 6 gouvernements d'État du Rajasthan, du Chhattisgarh, du Jharkhand, du Pendjab, de l'Himachal et de Delhi ont légiféré pour mettre fin au NPS dans leurs États et ont adopté l'OPS. Mais le lieutenant-gouverneur de l'État de Delhi, qui est contrôlé par le gouvernement central, n'a pas publié les fichiers et l'État de Delhi doit donc toujours mettre en œuvre uniquement le NPS. L'État du Bengale occidental n'a jamais mis en œuvre le NPS et il y a donc au moins 7 États qui sont sortis du NPS. Mais il y a une pression énorme sur ces États de la part du gouvernement central avec des implications financières désastreuses, etc. Cependant, il y a une forte pression sur le gouvernement de l'Union également en raison de la tendance politique, des luttes de la classe ouvrière, etc. Cette pression a amené le gouvernement central à constituer un comité chargé d'examiner les questions de NPS, mais le mandat du comité ne lui permet que de suggérer une cure de rajeunissement du NPS et certainement pas d'abolir le NPS. Récemment, les employés du gouvernement central, du gouvernement de l'État et de l'UAP ont intensifié leurs luttes et le rôle des retraités dans le soutien de leurs activités est en augmentation contre le NPS.

En ce qui concerne la position organisationnelle du mouvement des retraités, il existe de nombreuses organisations représentant les retraités en Inde. Tous ne sont pas conscients de leur classe. À notre initiative, le NCCPA ou le Comité national de coordination des associations de retraités avait été formé et fonctionnait avec une conscience de classe. Initialement, ce NCCPA a été créé en tant qu'organe suprême des associations de retraités représentant le gouvernement de l'Union. Au fil du temps, il y a eu un changement de concept selon lequel toutes les associations de retraités du gouvernement central, du gouvernement de l'État ainsi que les associations de retraités du secteur public peuvent être enregistrées en tant qu'affiliés. Mais pratiquement aujourd'hui, la NCCPA fonctionne avec des organisations de diverses associations de retraités du gouvernement central au niveau des États et de toutes les associations indiennes comme l'AIBDPA (Telecom); AIPRPA (Postal); Fédération des

pensionnés de l'impôt sur le revenu; et aussi des associations de retraités du secteur public comme la PNB Pensioners Welfare Association et la Kerala Bank Pensioners Federation, etc. Cette NCCPA ainsi que l'AIBDPA et l'AIPRPA sont également affiliées à TUI (P & R).

Il existe une autre organisation appelée All India BSNL Pensioners Welfare Association (AIBSNLPWA) qui est en dehors de la NCCPA mais affiliée à TUI (P & R) depuis sa création comme l'AIBDPA. Ces deux organisations, à savoir l'AIBDPA et l'AIBSNLPWA, ont participé à la fondation de la Conférence de Barcelone elle-même.

De nombreuses associations de retraités du gouvernement central opèrent en dehors du cadre de la NCCPA. Auparavant, il existait une organisation faitière appelée BCPC (Confédération centrale des retraités de Bharat) englobant diverses associations de retraités et les organisations de la NCCPA pour agir à l'unisson en projetant les demandes des retraités du gouvernement central. Malheureusement, aujourd'hui, ce BCPC a disparu.

Les retraités du gouvernement de l'État, les enseignants et de nombreuses autres associations de retraités du secteur public de l'État fonctionnent sans aucun lien les uns avec les autres. Récemment, la All India State Government Pensioners Federation a été créée pendant la période de pandémie. Nous espérons que cette Fédération pourra être le fer de lance du mouvement des retraités du gouvernement de l'État de divers États de l'Inde. Nous insistons pour la formation de toutes les associations de retraités au niveau de l'Inde pour les enseignants, les retraités de la Commission de l'électricité, les retraités des transports, etc. Nous soulignons également la nécessité de former une vaste plate-forme appelée Confédération des associations de retraités impliquant les retraités du gouvernement central, du gouvernement de l'État, des enseignants, des transports, de l'électricité, du secteur public central et de l'État comme BSNL, les banques, la LIC, etc. Mais la formation d'une telle plate-forme de retraités n'est possible que si les forces de gauche et les syndicats qu'elles contrôlent prennent l'initiative de fonder cette plate-forme. Nous concentrons notre attention sur la formation d'une plate-forme aussi large afin d'intensifier le mouvement des retraités.

La tâche de mobiliser les retraités également dans le cadre de notre mouvement fait cruellement défaut. Beaucoup d'initiatives dans ce domaine sont nécessaires et cette Conférence régionale peut être un point de départ pour souligner la nécessité et l'urgence d'unir tous les retraités également dans notre mouvement.

Le mouvement des retraités, en particulier les associations CGPA et les associations pan-indiennes comme l'AIBDPA, AIPRPA, ITPF, etc. affiliées à la NCCPA, travaillent en étroite collaboration avec les centrales syndicales et d'autres fédérations indépendantes afin de soutenir toutes les luttes et tous les mouvements organisés par la classe ouvrière. À de nombreuses reprises, les retraités sous la bannière de la NCCPA ont également été arrêtés par les tribunaux en adhérant aux centrales syndicales qui ont parrainé des agitations de type Rasta-Roko dans le cadre de leur opposition aux politiques néolibérales poursuivies par le gouvernement. La politique actuelle du gouvernement central visant à la privatisation totale de toutes les institutions gouvernementales et organisations de l'UAP au nom du « pipeline national de monétisation » est fermement combattue par la classe ouvrière unie et le mouvement des retraités.

## **Népal:**

Le Népal a un mouvement syndical développé et leur rôle dans la FSM ainsi que dans le TUI (P & R) était appréciable, même s'il existe actuellement un fossé entre les dirigeants de TUI et du TUI népalais.

Le fort mouvement syndical a permis au Népal de ne pas trop se tourner vers les forces néolibérales et de lever le rideau sur les prestations de retraite et de sécurité sociale disponibles pour les militaires, les policiers et les retraités civils. Il existe un système de versement d'une pension supplémentaire de 10 % à titre d'allocation médicale aux retraités âgés de plus de 75 ans; et 10 % supplémentaires de la pension supplémentaire versée aux pensionnés de plus de 85 ans à titre d'allocation médicale. Le régime de retraite n'est ouvert qu'au secteur public couvrant les fonctionnaires, l'armée, la police et les enseignants et au secteur public aux employés des organisations gérées par l'État uniquement. Il peut y avoir environ 3 000 000 retraités représentant totalement toutes les sections de retraite dans le cadre d'un régime de retraite défini.

En 2018, il a été proposé de réformer le système de retraite au Népal et un régime de retraite contributif était sur le point d'être présenté au Parlement. La proposition initiale consistait à percevoir 6 % des employés civils, à verser une contribution égale du gouvernement. Nous ne disposons d'aucune information authentique sur la question de savoir si un tel régime contributif a été adopté ou non au Népal.

## **Srilanka:**

Le PSPS (Public Service Pension Scheme) est une prestation non contributive financée par les recettes publiques et est fournie aux fonctionnaires. Les forces armées reçoivent également une pension de la SPFP. La pension est basée sur le dernier salaire (remplacement de 85 à 90% après 30 ans de service), n'est pas imposable, mais n'est pas indexée en fonction de l'inflation. Les prestations de retraite sont calculées en fonction des années de service de l'employé. Les retraités peuvent gagner jusqu'à 90 % de leur dernier salaire [à l'exclusion des allocations ajoutées au salaire]. Les retraités reçoivent également une gratification le jour de la retraite qui est également calculée en fonction de leur ancienneté. Les retraités bénéficient de pensions à vie dans le cadre de ce régime. Pension de veuve ou de famille qui est versée au même taux après le décès du fonctionnaire ou du pensionné, à condition qu'ils aient opté pour le régime de pension contributif obligatoire en versant 6% à 7% du salaire. Mais pour la pension des employés civils et militaires, il n'y a pas besoin de cotisation et elle est entièrement non contributive. Aujourd'hui encore, ce système de pension non contributive est maintenu et plusieurs tentatives d'introduire un régime de retraite contributif ont été stoppées aux portes par les luttes des syndicats et le développement politique a également contribué au succès des syndicats.

Il existe des régimes de retraite contributifs disponibles pour les employés non civils travaillant dans le secteur informel. Mais en général, ces programmes ne sont pas très efficaces. Nous n'avons pas beaucoup d'interaction avec les dirigeants du mouvement des retraités au Sri Lanka pour fournir des informations plus authentiques.

### **Pakistan:**

Les employés civils, le personnel militaire, la police comme les employés du gouvernement reçoivent une pension après leur retraite des revenus de l'État au Pakistan. Le facteur important est que, même aujourd'hui, le personnel civil et militaire reçoit une pension uniquement sous la forme d'une « pension définie » et qu'il n'existe aucun régime de cotisations promulgué pour les employés civils au Pakistan. Le Pakistan n'a mis en place aucun plan de « pensions contributives » pour refuser aux employés civils qui prennent leur retraite leurs prestations finales, y compris la pension définie.

Toutefois, des systèmes de retraite contributifs sont en place pour les employés du secteur informel.

En ce qui concerne l'organisation, encore une fois, nous n'avons malheureusement aucun lien direct avec les dirigeants du mouvement des retraités au Pakistan. Cette Conférence régionale peut discuter de cette grave question. Les dirigeants de la FSM et de TUI peuvent s'impliquer directement avec les syndicats affiliés à la FSM au Pakistan et aider à rétablir les liens avec le mouvement des associations de retraités.

### **Bangladesh:**

Au Bangladesh, environ 34,9 % reçoivent une pension sociale du gouvernement, qui est de nature non contributive. Cette pension non contributive n'est accordée qu'aux fonctionnaires, au personnel militaire, à la police, etc., qui relèvent du secteur formel des employés. À l'heure actuelle, le montant principal de la pension des fonctionnaires est de **90 % du dernier salaire perçu**. Pour d'autres, seulement 4 % perçoivent une pension contributive et une grande majorité de la main-d'œuvre, soit 61,1 %, n'est couverte par aucun régime de retraite au Bangladesh.

Une allocation de vieillesse de 500 Taka (monnaie du Bangladesh) par mois est versée aux personnes âgées sous certaines conditions, comme une seule personne dans un ménage est éligible, etc. en plus de vivre sous le seuil de pauvreté.

Le principal facteur qui concerne notre étude est qu'au Bangladesh, il n'existe pas de système de pension contributive pour les fonctionnaires et que tous reçoivent une pension du Trésor public uniquement.

Comme d'autres pays de cette région, notre mouvement n'est pas en mesure de rétablir des liens adéquats avec les dirigeants du mouvement des retraités au Bangladesh. Encore une fois, la FSM et la haute direction de TUI devraient intervenir.

### **Bhoutan:**

Il n'y a eu depuis longtemps que les systèmes de versement de la Caisse de prévoyance et de la gratification de retraite aux employés qui prennent leur retraite dans la fonction publique. En 2002, la Caisse de prévoyance des employés de l'État a été restructurée en régime obligatoire de retraite à prestations définies et en régime à cotisations définies pour la protection des travailleurs de l'État (fonction publique, employés des entreprises et forces armées).



Récemment, en 2018, le gouvernement du Bhoutan a présenté une politique de la Caisse nationale de retraite et de prévoyance du Bhoutan. Conformément à la politique de la Caisse nationale de retraite et de prévoyance du Bhoutan, l'Autorité monétaire royale du Bhoutan est l'autorité de réglementation et de surveillance des fonds de pension et de prévoyance. Le Ministère des finances surveille la mise en œuvre de cette politique.

Selon le régime, il y a cinq composantes, à savoir: (1) Régime de retraite à prestations définies (DB-PS); 2) Régime de fonds de prévoyance à cotisations définies (DC-PFS); 3) régime volontaire à cotisations définies; 4) les régimes non contributifs; et 5) d'autres régimes jugés nécessaires.

Nous pouvons voir que le Bhoutan a également adopté un régime de retraite basé sur la contribution dans le contexte de différents pays sont amenés à adopter un tel régime de régime de retraite contributif.

Bhoutan, le mouvement syndical lui-même est très faible et au point de départ et il n'y a donc aucun lien avec les retraités de ce pays. Nous ne savons même pas s'il existe une association de retraités en tant que telle pour s'occuper des questions des retraités.

### **Laos:**

Le pays est passé sous la domination de la gauche en 1975. À cette époque, le Gouvernement a publié des documents juridiques pour le paiement de la sécurité sociale aux employés civils (y compris l'armée et la police). En 1980, le gouvernement a publié un règlement sur la pension et l'allocation de décès pour les fonctionnaires. De 1975 à 1993, la totalité des dépenses de sécurité sociale a été prise en charge par le Trésor public, y compris pour les soins de santé. En 1993, le Premier Ministre a promulgué un décret applicable à tous les fonctionnaires, y compris l'armée et la police, remplaçant tous les règlements antérieurs. Ce décret de 1993 a introduit un concept de quote-part à la sécurité sociale des fonctionnaires.

En avril 1996, un nouveau décret du Premier Ministre a été adopté et, actuellement, le nouveau régime du secteur public fait l'objet d'une période pilote, en particulier en ce qui concerne les prestations de soins de santé. Ce nouveau régime de sécurité sociale du secteur public réformé est un système de sécurité sociale contributif. La principale source de financement est la contribution des employés et du gouvernement en tant qu'employeurs.

Le décret relatif au système de sécurité sociale des employés du secteur privé, approuvé en 1999 et officiellement mis en œuvre au début de 2001, a également un caractère contributif.

En ce qui concerne la position organisationnelle des retraités et du mouvement des retraités, nous n'avons pratiquement aucun lien avec la direction du mouvement du Laos. Par conséquent, nous ne pouvons pas fournir d'informations sur la structure organisationnelle et le mouvement des syndicats ou des associations de retraités opérant au Laos.

### **Cambodge:**

Au Cambodge, le système de retraite n'existe actuellement que pour les employés civils. Pour le reste, il n'y avait pas de système de retraite jusqu'en 2021. Désormais, les salariés du

secteur privé, s'ils sont affiliés à la Caisse nationale de sécurité sociale depuis au moins 20 ans et ont cotisé pendant au moins 60 mois au cours d'une période de 10 ans, ont droit à une pension de vieillesse. Au cours des cinq premières années de sa mise en œuvre, un montant équivalent à 4% du salaire mensuel brut du travailleur devra être cotisé au régime de retraite. Sur ce montant, 2 % sont à la charge de l'employeur et 2 % par le travailleur. Selon le sous-décret, ce taux sera augmenté tous les cinq ans. Il s'agit d'un nouveau régime et la date de paiement de cette contribution n'a pas encore été fixée par le gouvernement.

Comme nous n'avons aucun contact avec les dirigeants des syndicats ou du mouvement des retraités, nous ne pouvons rien dire de plus sur le système de retraite et le mouvement des retraités au Cambodge.

### **Malaisie:**

Le système de retraite en Malaisie est financé par le gouvernement aux employés civils. Les prestations de retraite font partie des conditions d'emploi des travailleurs dans le secteur public. Les salariés du secteur privé ne sont pas couverts par le régime de retraite applicable aux salariés du secteur public. L'âge de la retraite est de 50 ans pour les hommes et celui des femmes de 45 ans avec un service minimum de 10 ans. Le gouvernement a proposé de supprimer les prestations de retraite et de sécurité sociale dans le contexte de la récession de 1985-86. Mais la forte opposition du mouvement syndical a dissuadé le gouvernement d'aller de l'avant avec le plan.

Mais pour les employés du secteur privé, les employeurs doivent payer ou contribuer à la Caisse de prévoyance ou aux organismes de sécurité sociale. Tous les régimes de retraite et autres avantages sociaux des employés du secteur privé proviennent essentiellement des cotisations des employeurs et des retenues salariales des employés du secteur privé.

En ce qui concerne le mouvement des retraités, nous n'avons pratiquement aucun contact avec les dirigeants des associations de retraités en Malaisie.

### **Maldives:**

Le gouvernement des Maldives a introduit deux régimes de retraite en 2010, à savoir la pension de vieillesse de base des Maldives (MOABP) et le régime de pension de retraite des Maldives (MRPS). Le Bureau d'administration des pensions des Maldives administre le MOABP et est chargé d'investir les cotisations pour gérer le MRPS. Le MOABP est un régime de retraite non contributif et universel accessible à tous les citoyens âgés d'au moins 65 ans qui ne perçoivent pas d'autres revenus de pension supérieurs au double du montant de la pension de base. Le MOABP est conçu pour compléter le MRPS, qui est un régime contributif obligatoire pour tous les travailleurs des secteurs public et formel et volontaire pour tous les travailleurs du secteur informel, et peut également être appliqué aux travailleurs migrants.

Avant l'introduction de ces régimes, seuls les employés du secteur public avaient accès à la sécurité du revenu. Cependant, la couverture est devenue accessible à tous les Maldiviens avec l'adoption de la loi sur les pensions en 2009. Les investissements, tels que le MOABP et le MRPS, constituent un élément essentiel du socle de protection sociale aux Maldives et sont essentiels pour assurer l'égalité d'accès à la sécurité du revenu pour les personnes âgées.

Au-delà de ce qui précède, nous n'avons connaissance d'aucune autre situation en matière de pensions aux Maldives et aucune information sur le mouvement des associations de retraités là-bas.

### **Corée du Sud:**

En Corée du Sud, nous avons quatre grands types de régimes de retraite dans le cadre du système public de retraite. Il s'agit des éléments suivants :

1. Régime de retraite des employés de l'État (GEPS)
2. Régime national de pension.
3. Régime de retraite des enseignants des écoles privées.
4. Régime de pension du personnel militaire.

Le régime de retraite des employés du gouvernement (GEPS) est le plus ancien régime de retraite introduit dès 1960. Ce schéma GEPS a été modifié à plusieurs reprises. Le taux de cotisation initial était de 4,6 % du salaire qui était partagé à parts égales entre l'État en tant qu'employeur et le salarié individuel. Après avoir fait face à la crise en 1995, alors qu'il y avait un déficit entre le taux de cotisation et les prestations, le gouvernement a lentement commencé à augmenter le taux de cotisation. Maintenant, ce taux de cotisation est de 15 %.

Le régime national de pension a été introduit en 1988 pour les travailleurs des établissements de 10 salariés ou travailleurs. En 1992, il a été étendu à tous les établissements de cinq travailleurs ou plus. En 1995, il a été étendu aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux travailleurs indépendants dans les zones rurales. En 1999, il a été étendu à tous les travailleurs indépendants des zones urbaines. Il a ensuite été modifié pour que les taux de cotisation augmentent pour correspondre aux taux de prestations.

Le régime de retraite des enseignants des écoles privées a été introduit en 1973, mais mis en œuvre à partir de 1975 après un intervalle de 15 ans à compter de l'introduction du GEPS.

Le régime de pension du personnel militaire a été introduit en 1960, initialement il faisait partie du GEPS, mais s'est rapidement séparé à partir de 1963. L'âge de la retraite des fonctionnaires et du personnel militaire est différent puisque pour les premiers, il se situait entre 55 et 63 ans et pour le second, il est beaucoup plus tôt.

Outre les régimes de retraite publics susmentionnés, il existe également des « régimes de retraite professionnelle » qui versent un taux de pension plus élevé que le NPS. Il existe également des régimes de retraite d'entreprise en Corée.

Récemment, nous avons appris que certains syndicats en Corée du Sud avaient menacé d'organiser une grève si l'âge de la retraite n'était pas relevé de 60 ans. Cela va à l'encontre de la tendance générale dans d'autres pays et de notre ligne de TUI(P & R) selon laquelle l'âge de la retraite ne devrait pas être augmenté. Nous pouvons nous souvenir de la grève en Russie qui avait fait chuter la popularité du président Shri Poutine et de la grève générale qui a secoué la France et le président de la France pouvait difficilement gérer sa majorité au Parlement. Nous devons discuter dans cette conférence régionale de cette tendance qui s'est manifestée en Corée du Sud.

Nous n'avons aucun contact en Corée du Sud et nous ne sommes donc pas en mesure d'analyser les régimes de retraite qui existent là-bas et le mouvement des retraités dans ce pays.

### **Corée du Nord:**

La Corée du Nord est un pays socialiste. Le système de protection sociale nord-coréen est basé sur le système de protection sociale bismarckian-socialiste depuis la mise en place d'un gouvernement socialiste. Même si la Corée du Nord a récemment élargi les ouvertures économiques grâce à l'exploitation de zones économiques particulières, l'héritage du système de protection sociale bismarckien-socialiste perdure.

En fait, nous ne connaissons pas de première main le système de pension existant dans ce pays. Les dirigeants de la FSM peuvent nous aider à établir des contacts avec l'Association des retraités afin qu'ils puissent également jouer un rôle approprié sur ce front.

### **Chine:**

De la Chine, nous avons eu l'avantage de participer à la première Conférence régionale asiatique à Katmandou, mais nous n'avons pas eu cet avantage à la Conférence mondiale de Bogota. Sur le plan organisationnel, nous ne sommes pas en mesure d'établir des liens avec les associations de retraités en Chine. Les dirigeants de la FSM et de TUI devraient prendre cela comme une tâche fondamentale et essayer d'impliquer les associations de retraités dans nos activités de TUI (P & R) à l'avenir.

Nous apprenons que la Chine s'est dotée d'un système de retraite à plusieurs niveaux. Jusqu'en 2015, le système comprenait quatre régimes destinés à couvrir l'ensemble de la population éligible. Les deux premiers régimes concernaient respectivement les travailleurs des entreprises et du secteur public, et les deux derniers les personnes sans emploi des zones rurales et urbaines. Il s'agit des éléments suivants :

- Assurance vieillesse de base (BOAI): pour les employés des entreprises à but lucratif, y compris les entreprises publiques à but lucratif, et de tous les autres secteurs privés;
- Régime de retraite des employés publics (PEP) : pour les fonctionnaires et les employés des institutions gouvernementales à but non lucratif, telles que les écoles et les établissements culturels et de santé;
- Pension de résident urbain (URP): pour les résidents urbains âgés de 16 ans et plus sans emploi non agricole formel;
- Nouvelle pension de résident rural (PNR): Pour les résidents ruraux âgés de 16 ans et plus sans emploi non agricole formel.

Nous apprenons également qu'il existe un système de paiement de pension aux fonctionnaires et aux employés du secteur public sans but lucratif appelé régime de retraite des employés publics. Le régime de retraite des employés publics (PEP) a été créé en 1953 pour les fonctionnaires et les employés du secteur public à but non lucratif. Les dépenses du système PEP sont incluses dans les budgets budgétaires des administrations centrales et

locales. Il est plus généreux que les autres régimes, et une caractéristique notable est qu'il n'exige aucune contribution des employés du secteur public. Les employés du secteur public ont un taux de remplacement moyen de 80 à 90 % du salaire avant la retraite.

Lorsque PEP a été fusionné avec le BOAI (Basic Old Age Insurance Scheme) en 2015, les règles de cotisation et d'avantages pour les employés publics ont été remplacées par celles du BOAI. Il existe un arrangement transitoire entre les deux régimes. Pour ceux qui ont pris leur retraite avant la réforme de 2015, les prestations de retraite sont inchangées; pour ceux qui sont entrés dans le secteur public après 2015, le système BOAI s'applique; et pour ceux qui participaient déjà au PEP mais qui n'étaient pas encore à la retraite en 2015, il existe un régime transitoire pour le financement des comptes individuels, car il n'y avait pas eu de cotisations aux comptes individuels avant la réforme. L'âge d'admissibilité à la retraite du PPE est de 55 ans pour les femmes et de 60 ans pour les hommes.

Début 2014, le Conseil d'Etat a annoncé la fusion de l'URP et du PNR en un système uniforme de pension des résidents. Comme mentionné précédemment, en 2015, le PEP a été fusionné avec BOAI, faisant du BOAI le programme uniforme pour tous les employés des secteurs urbains.

Nous nous battons pour la pension universelle et la sécurité sociale. Nous soutenons que l'État a une responsabilité envers tous ses citoyens, qu'ils soient retraités de fonctionnaires ou d'employés privés. Nous soulignons la demande d'une vie décente avec soins médicaux, logement, transport et eau potable pour tous. En Chine, en tant que société socialiste, ces choses auraient été judicieusement fournies à tous, mais l'élément de contribution des employés de l'année récente est en conflit avec la demande fondamentale de TUI (P & R). Mais comme nous n'avons pas de liens directs avec les dirigeants des associations de retraités en Chine, nous n'avons pas répondu à la question.

## **L'intégration du mouvement des retraités à la classe ouvrière**

L'intégration du Mouvement des Retraités avec le mouvement des syndicats et de la classe ouvrière de ce pays ainsi qu'avec le TUI (P & R) et la FSM est très importante pour comprendre les tâches de classe qui nous attendent et pour travailler sur ces lignes. En Inde, la tâche qui attend le mouvement des retraités pour s'intégrer au mouvement de la classe ouvrière dirigé par les centrales syndicales progresse bien. Le Mouvement des retraités dirigé par le NCCPA est intégré au mouvement syndical et aux luttes menées par eux contre le néolibéralisme dans une large mesure. Le Mouvement des retraités est encouragé à rejoindre la classe ouvrière dans tous les programmes au niveau de l'État et du district des centrales syndicales, y compris les programmes Rasta-roko et d'arrestation judiciaire lancés par les syndicats en fonction des conditions locales. De nombreux affiliés indiens de la NCCPA et des organisations de l'ACMG d'État s'impliquent dans cette tâche. L'Association des retraités du gouvernement de l'État et le COC des retraités du gouvernement central, des États et les Associations de retraités des PSU centrales et des États adhèrent également à ces programmes des syndicats centraux dans différents États en fonction de leur niveau de compréhension. La formation récente de la All India State Government Pensioners Federation à la demande de la All India

State Government Employees Federation devrait donner un coup de fouet au processus d'intégration avec le mouvement ouvrier dans tous les États.

Le processus de fondation d'une large plate-forme de Confédération de toutes les associations de retraités avec conscience de classe est en cours et à moins qu'une telle plate-forme ne soit érigée, le mouvement ne peut pas avancer rapidement en Inde. Mais, il existe de nombreuses organisations de retraités qui les tiennent à l'écart du courant dominant et ils sont satisfaits de trouver une place dans l'organe de négociation des questions de retraités avec le gouvernement de l'Union connu sous le nom de « SCOVA » (Comité permanent des associations bénévoles). Cet organe n'a aucun pouvoir légal de négociation et la présence de représentants des retraités est purement au gré du gouvernement qui les choisit au hasard. Le gouvernement, en vue de diviser le mouvement des retraités avec le mouvement des employés de la CG, a même supprimé de la SCOVA la présence du mécanisme consultatif conjoint des employés de la CG. En plus de cela, il existe un autre organisme appelé le " Portail des retraités " dans lequel les associations de toute l'Inde sont interdites d'adhésion. Les membres du portail des retraités reçoivent un paiement annuel du gouvernement de l'Union pour gérer les associations et les journaux par eux. Comme ils sont financés par le gouvernement, ils restent généralement apolitiques dans leur approche de base et ne se joignent pas à l'action de la classe ouvrière. En effet, ils se comportent comme les syndicats jaunes dans leur approche de base et ils ne s'inquiètent pas au-delà des problèmes des retraités eux-mêmes.

Une autre tâche inachevée est de mobiliser les retraités dans le mouvement. Cela n'est pas possible sans un effort conscient des associations de retraités et aussi la mise en évidence de la demande de pension universelle pour couvrir toutes les personnes âgées. Heureusement, les centrales syndicales reprennent cette revendication et mettent l'accent sur la demande d'une pension minimale pour tous les retraités. Mais les associations de retraités devraient se concentrer davantage pour mettre en évidence la demande des retraités et la lier aux revendications des retraités afin d'attirer plus de retraités vers notre mouvement. Cette tâche sera assumée en même temps que d'autres tâches.

Dans d'autres pays de la Région, nous ne sommes pas en mesure d'évaluer les besoins du mouvement des retraités et leur niveau d'intégration avec les syndicats faute d'informations adéquates.

### **Intégration avec le TUI (P&R) et la FSM :**

En Inde, le NCCPA et tous ses affiliés observent les appels de TUI (P & R) et de la FSM et le montant de la participation des membres est meilleur d'année en année. L'observation de l'appel de TUI pour le 1er octobre comme journée pour mettre en évidence les revendications des retraités et des retraités en utilisant l'appel de l'ONU pour la « Journée des personnes âgées » augmente en fait année après année. Depuis deux ou trois ans, la participation est généralisée en Inde. L'appel de la FSM à observer l'appel de la FSM à observer le jour de la fondation de la FSM a été approuvé par la NCCPA et ses affiliés et partout où les syndicats

avaient observé l'appel, les retraités s'y sont également joints. Mais pour analyser sans passion la mise en œuvre, nous devons dire que l'appel de TUI (P & R) a été largement mis en œuvre par rapport à l'appel de la FSM en Inde.

En ce qui concerne l'intégration du mouvement des retraités avec celui des TUI (P&R) et FSM d'autres pays ne peut être évaluée faute d'informations suffisantes provenant des autres pays de cette région.

### **Conclusion:**

L'Asie est peut-être le continent qui tient sa dernière conférence régionale dans le monde. Le retard est principalement dû à la pandémie qui a fait des ravages sur tous les continents. Nous avons tous abandonné les formes traditionnelles d'organisation. Nous avons commencé à recourir à des consultations virtuelles afin de rester en contact avec tous. Le siège de TUI (P & R) a également commencé à utiliser largement les réunions virtuelles afin de galvaniser les organisations dans tous les pays. Cependant, nous pouvons dire que nous avons réussi à nous adapter à la nouvelle situation et à utiliser toutes les nouvelles technologies pour gérer nos organisations aussi efficacement que possible.

Malgré les problèmes, des conférences régionales au niveau de tous les continents sont planifiées avec succès et organisées en Amérique, en Europe, etc. Les conférences en Asie et en Afrique sont retardées. Mais la direction de TUI est très particulière que nous réalisons la tenue de conférences en combinant à la fois des formes physiques et virtuelles si nécessaire. Aujourd'hui, nous nous réunissons dans notre Conférence régionale au niveau de l'Asie et, comme prévu, nous convoquons la Conférence dans la ville de Thiruvananthapuram (capitale de l'État du Kerala en Inde).

L'Internationale syndicale (retraités et retraités) devrait étendre sa présence à tous les coins de la région afin de mobiliser ensemble les retraités et les retraités de tous les pays contre les politiques néfastes du GPL. Les conférences régionales en plus de la Conférence mondiale de TUI (P&R) sont bien sûr un véhicule important pour atteindre la destination. TUI (P&R) prévoit également d'organiser des agitations régionales afin de mobiliser les retraités et les retraités de la région. Mais pour mener les agitations prévues dans tous les pays de la Région, le TUI (P&R) devrait être fort dans chaque région, y compris l'Asie. L'Asie est le plus grand continent à la fois géographiquement et démographiquement. Naturellement, cette région devrait avoir le plus grand nombre de retraités et de retraités dans le monde. Sans une organisation consciente de classe, nous ne pouvons pas tous les unifier. Sans organiser les retraités et les retraités, nous ne pouvons pas lancer les agitations avec les résultats souhaités. Par conséquent, cette Conférence régionale d'Asie devrait évaluer nos points positifs et négatifs du mouvement et planifier une organisation militante orientée vers la classe avec sa présence dans tous les pays de la région.

La Conférence régionale est également d'avis que pour construire une organisation forte et militante des retraités et des retraités de TUI(P & R), tenue et assistance est nécessaire de la part des syndicats affiliés à la FSM dans tous les pays. À moins que la FSM ne mette un point d'honneur à faire comprendre que les travailleurs d'aujourd'hui sont les retraités de demain et que la construction d'une organisation pour les retraités et les retraités relève de leur

responsabilité, nous ne pouvons pas émerger dans une organisation large. Les organisations affiliées à la FSM dans chaque pays devraient avoir des représentants désignés pour travailler à l'intégration du mouvement des retraités et des travailleurs et la FSM devrait insister pour que ces représentants fassent périodiquement des rapports pour les guider dans cette tâche.

Nous sommes convaincus que cette 2ème Conférence régionale de l'Asie développera des stratégies appropriées pour les tâches accomplies et pour porter le mouvement des retraités et des travailleurs vers de nouveaux sommets.